



**SOMMAIRE**

Hommage à la mémoire de Lord Perth.....	Page 117
Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser, dans tous ces territoires, des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1, A/AC.53/L.14, A/AC.53/L.15 et Add.1, A/AC.53/L.17, A/AC.53/L.18) [suite].....	117

*Président: M. Selim SÄRPER (Turquie).*

**Hommage à la mémoire de Lord Perth**

1. M. KYROU (Grèce) indique que la presse vient d'annoncer le décès de Lord Perth qui, alors qu'il s'appelait Sir Eric Drummond, fut le premier Secrétaire général de la Société des Nations. M. Kyrou tient à rendre hommage à ce partisan convaincu de l'entente entre les peuples et à souligner que, s'il avait continué d'exercer ses fonctions, le monde aurait peut-être pu éviter la tragédie d'une deuxième guerre mondiale.

2. Le PRÉSIDENT s'associe en son nom personnel et au nom de la Commission politique spéciale à l'hommage que M. Kyrou a rendu à Lord Perth.

**Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser, dans tous ces territoires, des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1, A/AC.53/L.14, A/AC.53/L.15 et Add.1, A/AC.53/L.17, A/AC.53/L.18) [suite]**

[Point 65\*]

3. M. FISCHER (Israël) constate que la grande majorité des délégations semble n'envisager le débat que sous l'angle des divergences qui séparent les démocraties occidentales des pays placés sous le régime communiste. La conséquence est qu'on cède à la tentation de réduire le problème des deux Allemagnes au seul problème du heurt d'idéologies radicalement opposées, qui fait vivre le monde dans l'ambiance d'un angoissant conflit. La délégation d'Israël ne croit pas qu'on puisse exclure des données du problème soumis à la Commission la donnée fondamentale que constitue le dossier historique du peuple allemand. A l'arrière-plan

du problème des deux Allemagnes, il y a un problème spécifiquement allemand, et M. Fischer ne croit pas que les effets de quelques années d'occupation permettent à la Commission d'éliminer de ses préoccupations ce facteur essentiel. Au contraire, c'est en tenant le plus large compte de ce facteur que la Commission pourra juger impartialement les régimes locaux établis sous l'occupation et envisager avec clarté la solution de la question allemande.

4. L'aspect purement allemand du problème impose à la Commission l'obligation de tenir compte tout particulièrement des trois courants néfastes de l'histoire allemande qui se sont manifestés depuis bientôt un siècle : le militarisme, l'impérialisme et le nazisme. La délégation d'Israël n'entend pas dire que ces phénomènes reflètent des traits permanents et invariables du peuple allemand, et porter ainsi un jugement définitif et sans discrimination, mais il n'en reste pas moins que l'abus du pouvoir et de la démocratie a pris racine en Allemagne et a fait de cette nation une force de destruction de la paix internationale et de la liberté humaine. Les nations dont les fils ont versé généreusement leur sang pour combattre le militarisme, l'impérialisme et le nazisme commettraient la plus grave des erreurs si elles se laissaient détourner du devoir sacré qui leur incombe de veiller à ce que ces monstrueux égarements soient à jamais anéantis. M. Fischer estime que le rapprochement entre les deux grands blocs qui divisent le monde est la condition préalable d'un rapprochement politique entre les deux Allemagnes. Il rappelle à ce sujet la pénétrante analyse que le représentant de la Birmanie a faite à la 23<sup>e</sup> séance.

5. On peut apparemment dégager certaines conclusions de fait des débats qui ont eu lieu. Il semble tout d'abord que la dénazification proprement dite ait été plus radicalement et plus rudement menée en zone orientale qu'en zone occidentale. Cette constatation n'affecte évidemment en aucune mesure les doutes que l'on peut nourrir sur l'efficacité profonde de réformes qui ne sont pas le résultat d'un système de rééducation librement adopté, car, si les représentants de la zone orientale ont fait preuve d'une louable rigueur pour condamner le régime nazi et ses crimes, ils

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

n'en ont pas moins manifesté une certaine tendance à se considérer comme entièrement dégagés de la responsabilité du passé allemand.

6. M. FISCHER a déjà eu l'occasion d'insister sur la nécessité de cette notion de responsabilité historique, sans laquelle on ne peut concevoir de véritable réhabilitation et qui implique, pour le peuple allemand, l'obligation de réparer, dans toute la mesure du possible, les dommages causés en son nom par le régime passé. Cette notion ne semble pas exister en Allemagne orientale. En revanche, il se manifeste en Allemagne occidentale, dans les milieux officiels, une certaine tendance à assumer une responsabilité pour le passé. Si cette tendance se traduit par des actes de compensation collective, elle constituera un pas dont il est bon de souligner l'importance. Des efforts importants ont déjà été faits dans le domaine limité des restitutions et des compensations individuelles, qui contrastent avec l'attitude adoptée à ce sujet par l'Allemagne orientale. En revanche, on doit signaler que l'Allemagne occidentale a trop tendance à oublier les horreurs du régime hitlérien et à montrer une coupable indulgence à l'égard d'anciens nazis et de criminels de guerre.

7. Dans les deux Allemagnes existe, sous une forme ou sous une autre, le danger de la remilitarisation, qu'elle revête le camouflage de la police ou d'unités de dimensions variables incorporées à d'autres armées. Quelques précautions qu'on prenne, rien n'empêchera la formation d'un grand état-major secret qui, à la première occasion favorable, cherchera à rassembler les forces dispersées pour en assumer le commandement effectif, instituer la tyrannie et semer encore une fois la misère et la mort.

8. Comme le représentant de la Colombie l'a fait observer (21<sup>e</sup> séance), il serait absurde de croire que ce sont les États-Unis, la France ou le Royaume-Uni qui méditent une agression, alors que par deux fois ces pays ont été les champions de la lutte contre l'impérialisme agressif personnifié par Guillaume II et Hitler. Aussi n'est-ce pas la crainte de voir associer les Allemands à une entreprise d'agression qui préoccupe la délégation d'Israël lorsqu'elle voit les Allemands conviés à des réunions ayant pour but l'établissement d'un système de défense. Ce qui l'inquiète, c'est la présence du loup parmi les bergers. Les préoccupations de M. FISCHER rejoignent celles des représentants d'Haïti, de la Colombie et de la Grèce qui songent à faire vérifier les aspects spécifiquement allemands du problème, alors que la commission d'enquête dont le projet de résolution des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni (A/AC.53/L.11/Rev.1) propose la création doit avoir pour seul objet l'étude des conditions électorales. Les débats ont d'ailleurs démontré qu'il serait inutile d'envoyer en Allemagne une telle commission d'enquête. Aucune tentative sérieuse n'a été faite pour prouver qu'il existait en Allemagne orientale des conditions permettant l'organisation d'élections libres. Au contraire, il est incontestable que ces conditions existent en Allemagne occidentale. Que reste-t-il, dans ces circonstances, à vérifier ? Le projet de résolution de la Suède (A/AC.53/L.15 et Add.1) semble plus réaliste. Cependant, alors qu'il pose les conditions dont la réalisation devrait précéder l'organisation d'élections, il omet une des conditions que la délégation d'Israël estime indispensables, à savoir l'existence de garanties effectives contre un retour du nazisme. On ne saurait prétendre que cette grave lacune est justifiée par des faits prouvant que cette condition est déjà réalisée.

9. Les deux projets de résolution soumis à la Commission semblent donc aussi peu aptes l'un que l'autre à faciliter une solution du problème allemand, car ils ne tiennent compte ni l'un ni l'autre de l'aspect spécifiquement allemand

du problème. Pour que l'unification et la souveraineté allemandes puissent être réalisées sous le signe de la paix, il faut que le monde pose les conditions essentielles. Il faut empêcher qu'une fois encore les Allemands ne se donnent, par des méthodes démocratiques, une autorité qui n'usera de son pouvoir que pour détruire les institutions démocratiques dont elle émane. Il faut que les deux Allemagnes soient d'accord ou soient mises d'accord pour assurer collectivement la responsabilité historique de l'Allemagne, extirper définitivement le nazisme, l'impérialisme et le militarisme. C'est alors seulement que les nations libres pourront encourager l'Allemagne à choisir, par des élections libres, les dirigeants d'une nouvelle Allemagne vraiment régénérée.

10. M. TRUCCO (Chili) tient tout d'abord à faire justice des allégations selon lesquelles l'inscription à l'ordre du jour de la question des élections allemandes est une mesure illégale, et l'établissement de la commission d'enquête envisagée constituerait une violation de la Charte et une ingérence dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un État. La dialectique communiste la plus perfectionnée ne saurait faire dire à l'Article 107 de la Charte rien de plus que ce qu'il indique expressément, à savoir que les États qui ont signé la Charte en 1945 sont habilités à prendre contre les États ex-ennemis toute mesure qu'ils jugent nécessaire et que les États ex-ennemis ne peuvent en appeler à l'Organisation pour faire interdire ou annuler ces mesures. Cet article n'interdit nullement aux Nations Unies de prendre certaines mesures à l'égard des États ex-ennemis dans le cadre des principes de la Charte. Si les pays victorieux avaient conclu avec l'Allemagne un traité de paix et si les Nations Unies étaient intervenues pour enfreindre les dispositions de ce traité, la délégation du Chili aurait été la première à protester, et elle se serait opposée à toute mesure pouvant affaiblir la structure juridique d'un accord international. Mais il n'existe pas de traité de paix avec l'Allemagne, et l'action envisagée par les Nations Unies, loin de constituer une ingérence dans les affaires intérieures d'un État, a pour objet de faciliter l'exécution d'un engagement pris par les quatre Puissances et la mise en œuvre d'un des principes de la Charte, celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

11. Il est incontestable que les Nations Unies ont déjà pris des mesures analogues à celles que prévoit le projet de résolution des trois Puissances. Le représentant du Chili ne pense pas qu'on soit fondé à citer à ce sujet le cas de l'Italie ; en effet, un traité de paix avait été conclu avec ce pays, et la question envisagée était celle de recommandations à adresser aux signataires de ce traité, afin de les inviter à en réexaminer certaines clauses. C'est le désir de ne pas porter atteinte à l'intégrité du traité qui a incité les auteurs des propositions soumises à les retirer, et le problème n'a pas été examiné par l'Assemblée générale. En revanche, l'action entreprise par les Nations Unies en ce qui concerne la Grèce, le blocus de Berlin et la Corée prouve que, conformément à l'Article 14 de la Charte, l'Organisation est habilitée à recommander toutes mesures pouvant assurer l'ajustement pacifique de situations qui sont de nature à nuire au bien général ou à compromettre les relations amicales entre les nations.

12. Les seuls organes compétents pour juger de la légalité de l'inscription d'une question à l'ordre du jour de l'Assemblée, c'est-à-dire le Bureau et l'Assemblée générale elle-même, se sont déjà prononcés ; leur décision doit être sans appel. En refusant de s'incliner devant cette décision et de donner libre accès à la commission des Nations Unies dans la zone sous son contrôle, l'URSS appliquerait le droit de veto à l'Assemblée générale et paralyserait l'action que mène l'Organisation en faveur de la paix et des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

13. Le représentant de l'URSS a prétendu que l'action envisagée par les Nations Unies constituerait une ingérence dans les affaires intérieures d'un État. M. Trucco est convaincu pour sa part qu'aucun des États Membres ne désire s'immiscer dans les affaires intérieures d'un État souverain, si ce n'est l'Union soviétique et les pays du bloc oriental. Si les représentants légitimes de la zone orientale d'Allemagne refusent de laisser la commission des Nations Unies pénétrer dans cette zone, cette commission limiterait son étude aux seuls territoires où sa présence sera favorablement accueillie. On ne pourrait parler d'ingérence des Nations Unies que si l'Organisation tentait d'imposer par la force une commission d'enquête et obligeait la zone orientale d'Allemagne à lui accorder l'accès sur son territoire.

14. La délégation du Chili est persuadée que, comme ce fut le cas pour la question de Corée et de la Grèce, l'URSS s'efforcera de paralyser l'action des Nations Unies et d'empêcher les peuples intéressés d'exprimer librement leurs aspirations, mais elle espère vivement que la situation n'évoluera pas comme dans le cas de la Corée, où le refus d'accorder à l'Organisation l'appui nécessaire fut ultérieurement suivi d'une agression militaire.

15. Si l'URSS s'oppose à ce que des élections libres et secrètes aient lieu en Allemagne, c'est que de telles élections provoqueraient l'effondrement de la domination qu'elle exerce. Malgré l'oppression d'un appareil militaire et policier implacable, le parti communiste ne pourrait recueillir au grand maximum que 33 pour 100 des suffrages, l'Union soviétique ne contrôlant qu'un tiers du territoire allemand. L'exode des émigrants qui fuient devant la tyrannie communiste montre de quelle façon la population allemande accueille le régime qui lui est imposé et permet de mieux comprendre les raisons qui poussent le Gouvernement de l'URSS à s'opposer aux efforts déployés par l'Organisation en vue de réaliser l'unification politique de l'Allemagne.

16. M. Trucco réfute ensuite certaines déclarations du représentant de la Pologne. Ce dernier a déclaré (22<sup>e</sup> séance) que M. Adenauer, chancelier de la République fédérale d'Allemagne, ne désire pas réaliser l'unification de l'Allemagne ; ce n'est cependant un secret pour personne que c'est à la suite d'une demande de M. Adenauer lui-même que l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à son ordre du jour la question de la création d'une commission impartiale chargée d'étudier la question des élections générales en Allemagne. De même, les affirmations du représentant de la Pologne suivant lesquelles la République démocratique allemande aurait seule le souci de poursuivre la réalisation de l'unité allemande sont en contradiction avec l'attitude des représentants de l'URSS et des États satellites de l'Union soviétique, qui se sont empressés de déclarer que jamais l'Allemagne orientale n'accepterait la présence sur son territoire d'une commission de l'Organisation des Nations Unies, laquelle est cependant désireuse de jeter les bases de l'unification de l'Allemagne.

17. Le représentant de la Pologne a également déclaré que les Nations Unies n'étaient qu'un instrument dans la main des Puissances désireuses de s'opposer à l'unification de l'Allemagne. Sans doute, déclare M. Trucco, le représentant de la Pologne n'envisage-t-il pas l'unification politique d'un pays, non plus que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la même façon que les représentants des peuples libres. Nul n'a oublié en effet que les forces de l'Union soviétique, faisant bon marché de ce principe, ont pénétré en Pologne dès 1939, au moment même où ce pays luttait désespérément contre l'impérialisme allemand. Il n'est pas surprenant que le point de vue du représentant d'un gouvernement inféodé à l'URSS soit différent de celui des peuples libres.

18. Le représentant du Chili examine ensuite les faits que la récente discussion a fait ressortir. Les représentants des deux zones se sont accordés à reconnaître que des différences existaient entre les deux zones d'occupation, en ce qui concerne la situation politique, économique et sociale. C'est là un fait qui, à lui seul, pourrait justifier la création d'une commission d'enquête des Nations Unies en Allemagne ; cette commission pourrait déterminer dans quelle mesure ces différences sont de nature à affecter des élections libres dans toute l'Allemagne. En outre, les représentants de l'Allemagne occidentale expriment le désir que des élections libres aient lieu en Allemagne sous les auspices d'une commission impartiale, tandis que, selon les représentants de l'Allemagne orientale, ce problème devrait être résolu directement par les représentants du peuple allemand.

19. De l'avis de M. Trucco, seule la création d'une commission internationale permettrait de trancher la question, car la solution préconisée par les représentants de l'Allemagne orientale ne ferait que prolonger indéfiniment le problème. C'est pour cette raison que la délégation du Chili s'oppose au projet de résolution de la Suède ; ce projet pose, en termes identiques à ceux qu'ont employés les délégations soviétiques, le principe qu'il est impossible de résoudre le problème. Le représentant du Chili estime qu'en votant pour ce projet de résolution, les États Membres avoueraient leur impuissance devant les agissements d'une minorité qui, non contente d'exercer illégalement son droit de veto au Conseil de sécurité, essaie de faire obstruction au sein de l'Assemblée générale.

20. En terminant, M. Trucco rappelle les liens d'étroite amitié qui unissent le peuple chilien au peuple allemand. Il exprime l'espoir que ce grand peuple saura décider de son sort et pourra le faire librement. Il est temps encore pour les dirigeants de la République démocratique allemande de comprendre que ce pays ne doit pas être, une fois de plus, la victime d'une dictature impérialiste. L'Allemagne peut encore échapper au sort des autres pays de l'Europe orientale qui, faute d'avoir procédé à des élections libres en temps utile, subissent actuellement le joug de gouvernements contrôlés par l'Union soviétique. Le représentant du Chili fait observer qu'il n'existe pas, aux yeux des dirigeants de l'URSS, de crime plus grave que celui qui consiste, pour un État, même communiste, à vouloir faire preuve d'indépendance ; le cas de la Yougoslavie en est un exemple typique. Il est temps encore, pour l'Allemagne, d'échapper à l'emprise soviétique. C'est pourquoi M. Trucco croit que l'Organisation des Nations Unies devrait aider l'Allemagne de tout son pouvoir ; l'Organisation ne doit pas répéter les erreurs ni les faiblesses de l'ancienne Société des Nations ; elle doit prendre une part active au rétablissement de la démocratie dans toute l'Allemagne, en aidant ce pays à organiser des élections libres.

21. Sir Gladwyn JEBB (Royaume-Uni) rappelle tout d'abord les violentes attaques dont la politique des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni a fait l'objet de la part des représentants du bloc soviétique. Il rappelle également que la République fédérale d'Allemagne a, elle aussi, été en butte à de violentes critiques. Ces attaques étaient destinées à établir, par contraste, que la République démocratique allemande pratique une politique irréprochable et entièrement constructive. Il ne se propose pas de passer des heures à relever ces allégations, mais il veut simplement en mentionner deux qui lui ont paru particulièrement surprenantes.

22. C'est ainsi que les représentants de l'URSS et de la RSS de Biélorussie ont déclaré que la décision prise par les États-Unis et le Royaume-Uni en décembre 1946, au moment où ces deux Puissances associaient les économies

de leurs deux zones d'occupation en Allemagne, tendait en fait à diviser l'Allemagne. C'est là une déclaration paradoxale, d'autant plus que les deux Puissances occidentales se sont efforcées de réaliser l'unité économique de l'Allemagne, tandis que les autorités soviétiques en zone orientale se sont toujours efforcées d'isoler cette zone de la zone occidentale. Sir Gladwyn Jebb explique que l'Union soviétique a été invitée par les Puissances occidentales à se joindre à elles, à tout moment qu'elle jugerait opportun.

23. Le représentant de la Pologne, s'efforçant de prouver que le chancelier fédéral, M. Adenauer, avait fait le jeu du national-socialisme, a exhumé une coupure de presse datant de l'année 1929. Le représentant de la Pologne a toutefois oublié de préciser que M. Adenauer s'était retiré de la vie publique sous le régime nazi et qu'il a été arrêté au moins une fois sous ce régime.

24. Sir Gladwyn Jebb déclare qu'il ne perdra pas son temps à réfuter ces arguments discutables. Il se bornera à repousser catégoriquement, au nom de son gouvernement, les insinuations suivant lesquelles la politique du Royaume-Uni, en général, et la proposition tendant à créer une commission d'enquête en particulier, auraient pour but de placer le gouvernement fédéral en état de subordination, d'entretenir l'état de division de l'Allemagne, d'encercler l'URSS, ou de préparer une troisième guerre mondiale.

25. Le représentant du Royaume-Uni tient toutefois à étudier plus en détail un certain nombre de points qui ont rapport avec la question considérée.

26. Il déclare tout d'abord que les opinions divergentes qui ont été exprimées au sujet de la situation des deux Allemagnes constituent un argument en faveur de la création immédiate d'une commission d'enquête impartiale. L'observation directe et désintéressée est le seul moyen de montrer laquelle des deux parties est dans le vrai, et laquelle fait erreur. C'est l'opinion qu'a exprimée le représentant de l'Irak, et Sir Gladwyn Jebb s'y associe entièrement.

27. Il a été déclaré que le problème des élections en Allemagne devrait être réglé par voie de pourparlers entre les Allemands eux-mêmes. Toutefois, la population de l'Allemagne orientale n'a pas une administration qui représente ses aspirations ou ses intentions. Comme le représentant d'Haïti l'a déclaré (23<sup>e</sup> séance), la Commission politique spéciale ne doit pas se laisser égarer par le fait que l'administration de l'Allemagne orientale a pris le titre de République démocratique. Une telle République démocratique n'est pas autre chose qu'une dictature impopulaire.

28. Les représentants de l'Allemagne orientale, tout comme ceux de l'Allemagne occidentale, demandent des élections libres, démocratiques et au scrutin secret. Il semble que les points de vue des deux parties soient ainsi voisins. Mais, en réalité, les Allemands de l'Ouest n'attachent aucune valeur aux déclarations de l'Allemagne orientale, car elles sont sans rapport avec les conditions réelles qui existent dans la zone soviétique. C'est pourquoi une consultation entre représentants des deux parties en cause ne pourrait donner de résultat. Ce qu'il faut maintenir, c'est une détermination impartiale des faits.

29. On peut prétendre que la question des élections en Allemagne pourrait faire l'objet d'un règlement entre les quatre Puissances occupantes, sans qu'intervienne l'Organisation des Nations Unies. Ce serait une solution idéale, mais il se trouve malheureusement que les efforts des trois Puissances pour réaliser un accord ont maintes fois échoué. Il est peu probable que l'on puisse faire des progrès pour le moment, étant donné que les quatre Puissances ne sont pas davantage d'accord sur la situation qui règne en Allemagne. C'est pourquoi il importe de tenter d'abord

le problème d'une manière différente en recourant à l'aide de l'Organisation des Nations Unies.

30. Il est exact que, si elle est créée, la commission d'enquête ne pourra probablement pas s'acquitter immédiatement de sa tâche. Il est exact, comme l'a déclaré le représentant de la Birmanie (23<sup>e</sup> séance), que l'Organisation des Nations Unies ne dispose à l'heure actuelle que de moyens de pression de nature morale. Une pression morale consistant simplement à renvoyer la question aux quatre Puissances ne semble pas devoir être très efficace. L'Organisation pourrait ainsi déclarer qu'elle approuve entièrement la création d'une commission, ce qui, au cas où la commission ne pourrait s'acquitter immédiatement de sa tâche, permettrait d'amener plus tard le Gouvernement de l'URSS et les autorités de l'Allemagne orientale à envisager de coopérer avec cette commission. C'est probablement l'idée qui a inspiré l'amendement proposé par les délégations du Canada, du Danemark, de l'Islande, des Pays-Bas et de la Norvège (A/AC.53/L.17), et c'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni ne peut appuyer la principale disposition du projet de résolution de la Suède, tout en reconnaissant le louable effort fait par la délégation suédoise pour résoudre ce problème compliqué.

31. Le représentant du Royaume-Uni tient ensuite à faire le point en ce qui concerne les questions soulevées au sujet de l'Article 107 de la Charte. Cet article a donné lieu à des interprétations opposées et à des divergences de vues qui ne sont pas encore résolues. Sir Gladwyn Jebb donne lecture de certains passages du compte rendu de la 361<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité, tenue le 4 octobre 1948. Il déclare qu'il n'y a rien, dans les déclarations de M. Jessup et de Sir Alexander Cadogan, qui puisse empêcher l'une quelconque des Puissances occupantes de faire à l'Organisation des Nations Unies, au sujet de l'Allemagne, des propositions qui pourraient être prises en considération par les autres États Membres de l'Organisation. M. Jessup et Sir Alexander Cadogan ont souligné que la question de l'Article 107 ne se posait même pas en 1948, puisque la question de Berlin n'était qu'un différend entre les quatre Puissances occupantes ; par ailleurs, aucune des Puissances occupantes ne peut être obligée par les Nations Unies d'agir à l'égard de l'Allemagne conformément aux dispositions de la Charte. Il ressort notamment des déclarations de M. Jessup que l'Article 107 n'exclut pas de la compétence de l'Organisation des Nations Unies toutes les questions relatives aux États ex-ennemis, sans tenir compte de la position des Puissances intéressées. Si l'on avait voulu donner à l'Article 107 cette portée plus générale, il aurait été facile de le préciser, comme on l'a fait pour le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

32. Sir Gladwyn Jebb rappelle encore une déclaration de Sir Alexander Cadogan d'après laquelle il est inadmissible de prétendre que l'Article 107 interdirait au Conseil de sécurité d'examiner ou de discuter une action entreprise ou autorisée contre un État ex-ennemi par les gouvernements qui ont la responsabilité de cette action.

33. Le représentant du Royaume-Uni tient à préciser que les auteurs du projet de résolution des trois Puissances ne demandent pas qu'un jugement soit prononcé contre l'URSS, sous prétexte que le gouvernement de ce pays aurait enfreint la Charte des Nations Unies par les mesures qu'il a prises en Allemagne. Tout ce que demandent les auteurs de ce projet, c'est qu'il soit clairement admis que les Nations Unies ont le droit d'examiner leur proposition. A la lumière des déclarations de M. Jessup et de Sir Alexander Cadogan, ainsi que des faits que Sir Gladwyn Jebb a lui-même évoqués, il semble incroyable que le bloc soviétique tente de prouver que l'adoption du projet de résolution des



trois Puissances constituerait une infraction à l'Article 107 de la Charte.

34. On a prétendu également que la création de la commission envisagée constituerait une violation des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, qui interdit aux Nations Unies d'intervenir dans des affaires relevant essentiellement de la compétence nationale des États. Or, comme l'a fait justement observer le représentant de la Colombie (21<sup>e</sup> séance), le projet de résolution des trois Puissances ne prévoit nullement que la commission des Nations Unies pénétrera de force en Allemagne et encore moins qu'elle y renversera les gouvernements en fonction. Il se borne à prier les autorités de la République fédérale, de Berlin et de la zone soviétique de mettre la commission en mesure de circuler librement dans tous ces territoires.

35. Le Gouvernement de la République fédérale et les autorités des trois secteurs occidentaux de Berlin, qui représentent les deux tiers du peuple allemand, ont demandé la création d'une commission d'enquête et sont disposés à lui accorder toutes les facilités désirables pour qu'elle puisse remplir sa tâche. Si, comme elles le prétendent, les autorités de l'Allemagne orientale souhaitent voir organiser des élections libres dans toute l'Allemagne, elles témoigneraient des mêmes dispositions. Au surplus, si les conditions qui règnent en Allemagne orientale et dans le secteur oriental de Berlin sont telles que les ont dépeintes les autorités de cette région, il est dans leur intérêt de permettre à une commission de les constater.

36. Quoi qu'il en soit, Sir Gladwyn Jebb ne se laissera pas aller à faire des récriminations. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera tous ses efforts pour aboutir à un règlement pratique du problème allemand. C'est à cette fin qu'il a demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée.

37. Bien que Sir Gladwyn Jebb soit convaincu que le projet de résolution initial présenté par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni (A/AC.53/L.11/Rev.1) était suffisamment clair, les trois délégations appuient bien volontiers, en principe, les amendements soumis par le Canada, le Danemark, l'Islande, la Norvège et les Pays-Bas (A/AC.53/L.17) et par la Bolivie, le Brésil, la Colombie, Cuba et l'Uruguay (A/AC.53/L.18). Les modifications apportées à la dernière partie du projet de résolution initial précisent de façon judicieuse que les conclusions de la commission pourront comprendre des recommandations relatives aux nouvelles mesures qu'il conviendrait, le cas échéant, de prendre pour réaliser en Allemagne les conditions nécessaires à l'organisation d'élections libres. Elles prévoient également que la commission fera rapport au Secrétaire général sur les résultats de ses efforts et que, si elle ne peut conclure immédiatement les arrangements nécessaires dans les régions intéressées, elle pourra procéder à une nouvelle tentative en vue d'accomplir sa tâche lorsque les autorités allemandes de la République fédérale, de Berlin et de la zone soviétique lui auront donné l'assurance qu'elles l'autoriseront à entrer sur leur territoire. Si la situation n'a pas changé lors de la prochaine session de l'Assemblée générale, il faudra évidemment reprendre l'étude de la question. Enfin, le nouveau paragraphe 5, reprenant la proposition de la Suède, indique que l'Organisation des Nations Unies sera disposée, le moment venu, à offrir son assistance pour garantir la liberté des élections.

38. Le représentant de la Pologne a demandé pourquoi le Gouvernement de la République fédérale, qui était disposé à accepter, en 1950, que les élections soient contrôlées par les quatre Puissances occupantes ou par un organisme international, n'accepte pas maintenant la création d'une commission d'enquête des quatre Puissances. Tout d'abord, fait

remarquer le représentant du Royaume-Uni, une commission impartiale d'enquête est essentiellement différente d'une commission d'enquête des quatre Puissances. D'autre part, il est certain que les cruelles expériences de la République fédérale l'ont amenée à penser qu'un contrôle exercé par l'Organisation des Nations Unies peut seul assurer aux élections un caractère de réelle liberté.

39. Sir Gladwyn Jebb rappelle la déclaration faite (15<sup>e</sup> séance) par M. Selwyn Lloyd, représentant du Royaume-Uni, et suivant laquelle, si la commission d'enquête se voit refuser l'accès de la zone soviétique, il semble inutile qu'elle procède à son enquête sur le territoire de la République fédérale et dans le secteur occidental de Berlin. C'est pourquoi le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution des trois Puissances prévoit que la commission effectuera une enquête simultanée dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne. Une enquête partielle n'aboutirait, en effet, à aucun résultat, car elle ne permettrait pas de déterminer les conditions qui règnent dans toute l'Allemagne. Le Gouvernement de la République fédérale et les autorités du secteur ouest de Berlin sont disposés à faciliter la tâche de la commission d'enquête. Il faut espérer que les autorités de l'Allemagne orientale témoigneront des mêmes dispositions.

40. Il n'est pas certain que la commission envisagée puisse fonctionner immédiatement, mais cela n'empêche pas qu'il faille apporter dès maintenant au choix de ses membres une attention et un soin particuliers. Le représentant du Royaume-Uni, d'accord avec les délégations des États-Unis et de la France, propose pour faire partie de la commission les représentants du Brésil, de l'Islande, du Pakistan, des Pays-Bas et de la Pologne. En dépit de l'attitude négative qu'a prise à la Commission politique spéciale le représentant de la Pologne, Sir Gladwyn Jebb espère que la Pologne acceptera de faire partie de la commission d'enquête.

41. En terminant, le représentant du Royaume-Uni donne à la Commission politique spéciale l'assurance que les trois Puissances n'ont pas présenté leur projet de résolution à des fins de propagande. Cette proposition ne constitue pas davantage une manœuvre entrant dans le cadre de la "guerre froide". En fait, les trois Puissances occidentales se trouvent, comme l'Union soviétique, devant une situation embarrassante. Les deux parties désirent l'unification de l'Allemagne en un État libre, pacifique et démocratique ; elles reconnaissent que ce but ne peut être atteint que par voie d'élections revêtant un caractère de réelle liberté, mais aucune des parties n'est disposée à accepter les propositions faites par l'autre. Il conviendrait qu'elles s'accordent tout au moins sur le principe d'une enquête dont serait chargé un organisme impartial. Sir Gladwyn Jebb persiste à espérer que les pays du bloc soviétique ne boycotteront pas la proposition des trois Puissances et permettront ainsi la solution de la question.

42. M. TAKIEDDINE (Liban) rappelle que, dans son discours prononcé à la 15<sup>e</sup> séance, le représentant du Royaume-Uni a fait appel à la Commission pour qu'elle examine sans passion la question dont elle est saisie et ne s'engage pas dans un débat sur le sort de l'Allemagne qui soulèverait de nouvelles controverses. La délégation du Liban approuve cet appel à la prudence. Le problème allemand est en effet particulièrement délicat et doit être examiné avec la plus grande circonspection.

43. Le projet de résolution des trois Puissances est louable, mais, si sa mise en œuvre devait accroître la tension internationale, il vaudrait mieux y renoncer. Au surplus, il convient de ne pas nourrir trop d'illusions sur les chances de succès de la commission que l'on veut créer. On sait

déjà, par les déclarations du représentant de l'URSS et des représentants de la zone orientale de l'Allemagne, que les autorités de cette zone considéreraient la création de la commission comme une ingérence dans les affaires nationales de l'Allemagne et comme une violation de l'Accord de Potsdam et de la Charte des Nations Unies.

44. Sans vouloir entrer dans une discussion sur l'aspect juridique de la question, aspect qu'ont déjà traité plusieurs représentants, la délégation du Liban ne peut s'empêcher de noter que la notion de souveraineté a singulièrement évolué depuis quelques années. Le seul fait, de la part d'un État, de souscrire à la Charte des Nations Unies et d'accepter les engagements qui en découlent semble entraîner une renonciation à une partie de sa souveraineté. On peut penser cependant que les déclarations faites par certains représentants, qui ont affirmé à plusieurs reprises que l'action envisagée par les Nations Unies constituait effectivement une ingérence dans les affaires nationales de l'Allemagne et une violation de l'Accord de Potsdam, signifient simplement que les autorités de l'Allemagne orientale n'ont pas l'intention de faciliter à la commission l'accomplissement de sa tâche.

45. Dans ces conditions, le moment semble venu de dire que l'organisation d'élections générales dans toute l'Allemagne et le sort de l'Allemagne dépendent avant tout de l'Allemagne elle-même et des quatre Puissances occupantes. Ne convient-il pas aussi d'adresser à ces Puissances un appel solennel pour qu'elles fassent mutuellement les concessions sans lesquelles aucune coopération n'est possible ? Ne doit-on pas aussi rappeler au peuple allemand que l'unification de l'Allemagne ne peut être réalisée contre son gré et qu'il supportera seul les conséquences d'un échec des efforts entrepris à cette fin ?

46. Le seul point sur lequel l'unanimité semble s'être faite est la nécessité de réaliser cette unification. Il est grand temps de mettre fin à l'isolement d'un peuple de 70 millions d'habitants qui, au cours des siècles, a apporté une magnifique contribution aux progrès de la science et à la civilisation. Les mesures envisagées par l'Assemblée générale vont permettre à ce peuple de reprendre contact avec le monde libre par l'entremise des Nations Unies. Quels que soient les doutes que l'on puisse éprouver quant au succès de ces mesures, on ne saurait cependant les écarter a priori si elles permettent de renforcer la paix en Europe, de conclure le traité de paix avec l'Allemagne et de rendre au peuple allemand sa place dans la communauté des nations libres.

47. Toutefois, certains aspects de ces mesures doivent être soigneusement fixés. En premier lieu, il est nécessaire que la commission envisagée soit composée de membres dont l'impartialité ne puisse être mise en cause par aucune des parties intéressées. Elle ne doit donc pas comprendre de représentant des Puissances occupantes. En second lieu, le rôle de la commission ne devra être que celui d'un organe d'enquête, qui s'abstiendra de toute intervention dans les affaires nationales de l'Allemagne. En troisième lieu, il convient de fixer — ce que ne fait pas le projet de résolution des trois Puissances — le délai dans lequel la commission devra faire rapport sur les résultats de son enquête ; ce délai ne devrait pas dépasser huit mois, afin que le rapport de la commission puisse être présenté à la septième session de l'Assemblée générale. Enfin, le Secrétaire général devra choisir avec un soin tout particulier le personnel qui sera attaché à la commission.

48. La délégation du Liban présentera un amendement au projet de résolution des trois Puissances permettant d'y incorporer ces diverses suggestions.

49. M. SEVILLA SACASA (Nicaragua) rappelle que cette question a été inscrite à l'ordre du jour sur la demande de la République fédérale d'Allemagne, dont le gouvernement a déclaré publiquement que le but essentiel de sa politique restait le rétablissement de l'unité allemande dans une Europe libre et unifiée, et que cette unification devait être le résultat d'une décision prise en toute liberté par le peuple allemand. Il ajoute que les Puissances occidentales ont insisté sur la nécessité de réaliser cette unité au moyen d'élections libres au scrutin universel, direct et secret, en vue de l'établissement d'une assemblée constituante qui jetterait les bases de l'unification de l'Allemagne, qui constitue le désir légitime, non seulement du peuple allemand, mais de tous les hommes libres du monde entier.

50. Ceux qui désirent atteindre cet objectif se réjouiront le jour où ils pourront accueillir comme membre de la communauté internationale des nations une Allemagne véritablement démocratique, laborieuse, libérée de la terreur que lui a imposée la dictature hitlérienne et consacrée aux tâches pacifiques et constructives.

51. Le moment est venu pour les Nations Unies de s'efforcer de supprimer les obstacles qui s'opposent à cette unification, en agissant, dans l'esprit de la Charte, en qualité de médiatrices à l'amiable, et en proposant des formules qui permettraient de consulter l'opinion librement exprimée du peuple allemand, manifestation du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

52. La question de savoir si les Nations Unies ont ou n'ont pas compétence pour s'occuper de cette question a été largement débattue. La délégation du Nicaragua accepte les raisons mises en avant par certains représentants au sujet de la portée juridique de l'Article 107 de la Charte qu'ils considèrent comme ayant un caractère facultatif et non pas obligatoire, thèse qui a été corroborée par un grand nombre d'auteurs éminents ; elle estime par ailleurs que les dispositions de cet article ne s'opposent nullement à l'action envisagée par le projet de résolution des trois Puissances.

53. On ne saurait prétendre non plus que cette action est une violation des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte et constitue une ingérence dans les affaires nationales de l'Allemagne. Le Nicaragua défend ardemment le principe de la non-intervention qu'il considère comme une des bases les plus solides de toute la structure internationale ; c'est ainsi qu'il a soutenu cette thèse dans toutes les conférences interaméricaines ou internationales auxquelles il a participé, mais il est convaincu que l'établissement d'une commission des Nations Unies ne viole pas ce principe, car, bien que l'Article 2 de la Charte stipule qu'aucune disposition de celle-ci n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les questions qui relèvent essentiellement de la compétence intérieure des États, la situation *de facto* dans laquelle se trouve l'Allemagne depuis la fin des hostilités ne suffit pas à lui conférer le statut d'un État souverain. D'ailleurs, les Nations Unies interviendront justement pour aider le rétablissement d'un État allemand unifié et souverain et sur la demande des 46 millions d'habitants des trois quarts du territoire germanique.

54. Le représentant de la Colombie et d'autres représentants ont exprimé la crainte que la commission envisagée ne se voie refuser l'accès de la zone orientale de l'Allemagne et qu'il ne se reproduise une situation analogue à celle de la Corée en 1948. La délégation du Nicaragua n'ignore pas ces craintes ; elle est convaincue que la division existe et qu'elle est profonde ; il suffit pour s'en assurer d'écouter les porte-parole des deux zones de l'Allemagne. Cependant, cette délégation estime que, même si la commission envisagée se voit refuser l'accès de la zone orientale de l'Allemagne,

la tâche qu'elle accomplira en zone occidentale n'en sera pas moins utile, puisqu'elle permettra de déterminer si les affirmations des représentants de l'Allemagne occidentale sont exactes. Et devant cette vérification, ainsi que le refus injustifié de l'admettre en zone orientale, le monde tout entier pourra se faire une opinion sur l'inconnu qui s'étend au-delà du mystérieux rideau de fer.

55. Le peuple allemand tout entier, aussi bien que les Allemands libres de ce côté-ci que les Allemands opprimés de l'autre bord, désire l'unification de l'Allemagne. Les Nations Unies ne peuvent lui refuser l'encouragement que constituera pour lui la création de la commission envisagée

et la confirmation de sa conviction qu'une Allemagne unifiée pourra contribuer au progrès de la civilisation. On pourra espérer beaucoup du peuple allemand lorsqu'il aura extirpé le militarisme et se sera consacré à une tâche constructive.

56. C'est pourquoi la délégation du Nicaragua votera pour le projet de résolution des trois Puissances, modifié par l'amendement soumis par la délégation de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, de Cuba et de l'Uruguay (A/AC.53/L.18).

La séance est levée à 13 h. 35.